

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE HAUTS DE FRANCE

OBJET DU MARCHÉ

MARCHE DE PRESTATIONS SERVICES

Accord-cadre à marchés subséquents pour des prestations de mise à disposition de personnel
intérimaire pour les besoins de Ports de Lille – CCI Hauts de France

Accord cadre passé selon une procédure adaptée

en application des articles L2123-1, R2123-1 et suivants, R2162-1 à R2162-12 du Code de la Commande publique

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) **Commun aux 2 lots**

Entité adjudicatrice :

PORTS DE LILLE– C.C.I.H.D.F.
Place Leroux de Fauquemont
CS 91394
59 014 LILLE cedex

ARTICLE 1. – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet du marché

L'objet du présent accord cadre à marchés subséquents (multi-attributaire) concerne la réalisation, au profit de Ports de Lille – CCI Hauts de France, des prestations de mise à disposition de personnel intérimaire pour des missions temporaires relatives à des métiers de type technique et / ou administratif.

La présente consultation vise à sélection des entreprises attributaires qui seront invités à remettre une offre dans le cadre des marchés subséquents.

Les prestations d'intérim concernent la mise à disposition de personnel non-cadre dans deux pôles distincts :

- Pôle Tertiaire
- Pôle Exploitation

L'accord cadre comprend deux lots correspondant à ces deux pôles :

- Lot 1 : Mise à disposition de personnel pour le pôle Tertiaire.
- Lot 2 : Mise à disposition de personnel pour le pôle Exploitation.

Chaque lot de l'accord cadre ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de :

- Lot 1 : 90 000,00€ HT maximum sur 2 ans.
- Lot 2 : 200 000,00€ HT maximum sur 2 ans.

Chaque mission d'intérim sera régie par une relation tripartite donnant lieu à la conclusion de deux contrats distincts :

- Un **contrat de mise à disposition** : ce contrat est conclu entre le Titulaire (du marché subséquent) et Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- Un contrat de travail, dit « **contrat de mission** » : ce contrat est conclu entre le salarié temporaire (ou « intérimaire ») et l'employeur de celui-ci, le Titulaire du marché subséquent.

Les prestations peuvent être exécutées de deux façons distinctes selon le processus de recrutement :

- La « **délégation** » : le Titulaire du marché subséquent a la charge de l'intégralité du processus de recrutement. Une fois le candidat sélectionné, le Titulaire du marché subséquent « délègue » l'intérimaire à Ports de Lille – CCI Hauts de France et a en charge le suivi administratif et financier de l'intérimaire, pendant une durée déterminée ;
- La « **gestion** » : Ports de Lille – CCI Hauts de France se charge du processus de recrutement et confie au Titulaire la gestion administrative, sociale et salariale de l'intérimaire.

La mission de délégation d'une part, et la mission de gestion, d'autre part, sont chacune respectivement affectées d'un coefficient multiplicateur du taux horaire.

Les prestations de délégation sont affectées d'un coefficient de délégation et les prestations de gestion sont affectées d'un coefficient de gestion.

Le coefficient est ainsi appliqué à la mission d'intérim en fonction de la participation du Titulaire du marché subséquent au recrutement du candidat.

Compte tenu de la participation de Ports de Lille – CCI Hauts de France dans le processus de recrutement en « gestion », le coefficient sera automatiquement et obligatoirement inférieur au coefficient de délégation.

Compte tenu des activités particulières de Ports de Lille – CCI Hauts de France et de son positionnement dans un secteur technique particulier, l'Acheteur apportera une attention particulière aux conditions d'exécution des prestations du présent accord cadre à marchés subséquents.

1.2 – Allotissement du marché

L'accord cadre à marchés subséquents est divisé en deux (2) lots :

- Lot 1 : Mise à disposition de personnel pour le pôle Tertiaire.
- Lot 2 : Mise à disposition de personnel pour le pôle Exploitation.

Chaque lot de l'accord cadre ne comporte pas de montant minimum mais comporte un montant maximum de :

- Lot 1 : 90 000,00€ HT maximum sur 2 ans.
- Lot 2 : 200 000,00€ HT maximum sur 2 ans.

1.3 – Forme de l'accord cadre

La présente consultation passée selon procédure adaptée prendra la forme d'un accord-cadre multi-attributaires qui donnera lieu à la passation de marchés subséquents conformément aux articles L2123-1, R2123-1 et suivants, R2162-1 à R2162-12 du Code de la Commande publique.

Le nombre d'attributaires de l'accord-cadre a été fixé à trois (3) minimum et à cinq (5) maximum. À la naissance du besoin, Ports de Lille consultera les soumissionnaires retenus dans le cadre de l'accord cadre qui remettront une offre. Les délais de remise des offres dans le cadre des marchés subséquents pourront être courts en fonction de l'urgence des besoins.

L'accord-cadre ne fixe pas la totalité des termes des marchés subséquents conformément aux articles R.2162-7 et suivants du code de la commande publique. Les conditions et les caractéristiques particulières d'exécution des prestations seront définies dans chaque marché subséquent sans que les dispositions de l'accord-cadre ne soient substantiellement modifiées.

La notification de certains marchés subséquents peut se faire concomitamment avec la notification de l'accord cadre.

ARTICLE 2. – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS 2021, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 – Pièces particulières de l'accord cadre

Pour chaque lot :

- L'acte d'engagement de l'accord cadre renseigné, signé et ses annexes (acte spécial de sous-traitance, le cas échéant).
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord cadre.
- Le Détail Quantitatif Estimatif (non contractuel) de chaque lot de l'accord cadre.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) de l'accord cadre.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
- La lettre de consultation des marchés subséquents et ses annexes éventuelles pour chaque lot.
- Le mémoire technique du candidat.

2.2 – Pièces générales

- L'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS 2021).
- Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour de la remise des offres.

ARTICLE 3. – PRIX – REGLEMENT DANS LES COMPTES

3.1 – Contenu des prix - Règlement des comptes

3.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, sauf application de la taxe sur la valeur ajoutée.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-FCS 2021, il est précisé que le prix de l'accord cadre inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au titulaire, y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

A la conclusion de chaque marché subséquent, il sera demandé aux Titulaires de proposer de nouveaux taux pour chaque lot. Ces taux proposés ne peuvent être supérieurs aux taux proposés par le Titulaire dans l'accord cadre.

3.1.2 – Calcul du montant

L'accord-cadre est conclu en euros HT.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application du coefficient de facturation : soit le coefficient de délégation, soit le coefficient de gestion dont le libellé est donné dans l'annexe financière au présent accord-cadre. Le coefficient multiplicateur sera appliqué à la rémunération de l'agent intérimaire pour la détermination du montant dû au Titulaire.

Le Titulaire de l'accord-cadre applique sur les éléments constitutifs de la rémunération (salaire et 13ème mois) soumis à cotisations, le(s) coefficient(s) multiplicateur(s) indiqué(s) dans l'Acte d'Engagement.

Ce(s) coefficient(s) comprend(nent) l'ensemble des charges sociales et fiscales, taxes et contributions, l'indemnité de fin de mission et l'indemnité de congés payés, ainsi que la quote-part de frais généraux et la marge bénéficiaire.

Le titulaire définira deux types de coefficient :

- Un coefficient de délégation dans le cas où le Titulaire du marché sélectionne, recrute et gère le personnel intérimaire. Ce coefficient est à différencier en fonction de la qualification du personnel (profil pas/peu qualifié, profil de qualification courante ; profil hautement qualifié ou spécialisé – cf CCTP).
- Un coefficient de gestion dans le cas où le personnel est recruté par Ports de Lille et la gestion du contrat proposée au Titulaire du marché. Ce coefficient est identique quelle que soit la qualification du personnel.

Ces coefficients multiplicateurs n'incluent pas la TVA.

Les jours fériés chômés survenant en cours de mission seront facturés.

Le Titulaire ne facturera pas à Ports de Lille, les jours non travaillés comme par exemple les absences pour événements familiaux dont bénéficierait le salarié intérimaire pendant sa mission ou les jours exceptionnels pendant lesquels les services de Ports de Lille sont fermés.

En matière de temps de travail, la base hebdomadaire applicable est de 35 heures.

En outre, il pourra être attribué au personnel intérimaire, selon les règles applicables au sein de Ports de Lille, des tickets restaurant qui feront l'objet d'une facturation pour la part patronale sur laquelle le Titulaire n'appliquera pas de coefficient multiplicateur ni de TVA, la gestion des tickets (commande, distribution...) incombant au Titulaire.

Les frais de transport quotidiens du personnel intérimaire ne feront l'objet d'aucune prise en charge ou facturation. Les prestations ne donnent lieu à aucun frais de dossier.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par l'acheteur.

Frais de mission :

Dans le cas où l'exécution de certaines missions nécessiterait des déplacements, il en sera fait mention, autant que faire se peut, dans le marché subséquent, prenant la forme d'un contrat de mise à disposition. Pour les frais alors occasionnés (transport, parking, ...) le salarié intérimaire bénéficiera des dispositions applicables aux agents de Ports de Lille. Ces frais qui lui seront remboursés directement par le Titulaire, sur justificatifs et notes de frais validés par Ports de Lille, feront l'objet d'une facturation sur laquelle le Titulaire n'appliquera pas de coefficient multiplicateur ni de TVA.

3.1.3 – Modalités de règlement des comptes

La date de réception par le représentant de l'entité adjudicatrice de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit les articles R2192-13 et suivants du code de la commande publique, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations.

3.1.4 – Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux d'intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

3.1.5 – Utilisation obligatoire de Chorus Pro pour la transmission des factures

Depuis, le 1^{er} janvier 2020, l'ensemble des titulaires de marchés publics ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures de manière dématérialisée via Chorus Pro : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/deposer-facture-chorus-pro/>

Les éléments à renseigner sur Chorus Pro dans le cadre de la transmission des factures sont :

Numéro SIRET du maître d'ouvrage	CCI de région Hauts de France 130 022 718 00014
Code service	506
Numéro d'engagement juridique	Ce numéro apparaîtra sur le bon de commande

Les factures qui ne seraient pas transmises via Chorus Pro ne pourront pas être traitées.

3.2 – Variation dans les prix

Les coefficients sont fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre. Ils ne sont susceptibles d'aucune variation en hausse. Ils s'appliquent aux marchés subséquents. Toutefois, le candidat peut revoir à la baisse son coefficient multiplicateur.

Il est précisé que les coefficients multiplicateurs liés aux salaires et charges de l'intérimaire peuvent être amenés à évoluer en raison de la législation en vigueur sur les charges sociales, sous réserve que le Titulaire en justifie l'évolution auprès de Ports de Lille. Cette disposition ne s'applique qu'aux charges sociales relevant strictement des dispositions légales.

Pour les missions supportant un coefficient de délégation et dont la durée serait supérieure à 3 mois, le Titulaire s'engagera à appliquer un coefficient de gestion pour toute la durée restante de la mission au-delà de 3 mois.

Pour les marchés subséquents d'une durée inférieure à trois mois : Les prix du marché sont fermes et définitifs.

NB : Le candidat peut toutefois diminuer ses coefficients multiplicateurs dans le cadre d'un marché subséquent.

3.2.1 – Frais de coordination

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles

3.2.2 – Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent accord cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé dans l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0) et figure en première page de l'acte d'engagement.

3.2.3 – Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

3.3 – Modalités de présentation du paiement

La facturation est établie au vu du relevé d'heures rempli sur une base hebdomadaire, signé par le représentant de Ports de Lille et l'intérimaire. Ce relevé mentionnera le nombre d'heures effectué chaque jour ainsi que le total mensuel.

Chaque marché subséquent se verra attribué un numéro d'engagement de dépense, qui devra être repris sur la facture. Le Titulaire établira une facture par intérimaire, accompagnée obligatoirement du relevé d'heures correspondant à sa mission.

Les factures sont établies :

- Sur la durée de la mission pour les missions de durée inférieure à un mois
- Au mois pour les missions plus longues.

Dans le cas d'un avenant ayant une incidence financière, celui-ci sera traité comptablement comme une nouvelle commande (nouveau numéro de marché subséquent) et fera l'objet d'une facturation distincte du contrat initial.

Le Titulaire du marché subséquent transmettra obligatoirement sa facture via Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les noms, n° SIRET et adresse du créancier.
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ou dans le marché subséquent.
- Les Nom et prénoms, s'il s'agit d'une personne physique, ou raison sociale complète, s'il s'agit d'une personne morale.
- Les références de l'accord cadre.
- Les références du marché subséquent.
- Le numéro du marché subséquent (engagement de dépense).
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ou dans la lettre de consultation du marché subséquent.
- Les références du contrat de mise à disposition.
- Le nom de l'intérimaire.
- La date d'exécution des prestations.
- Le profil de l'intérimaire (profil peu/pas qualifié, profil de qualification courante, profil hautement qualifié).
- La nature des prestations exécutées (à minima poste occupé).
- Le détail des heures.
- Le taux horaire.
- Le coefficient multiplicateur appliqué.
- Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée.
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant à payer.
- La date de facturation.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique

3.4 – Régime de paiement

Les modalités de paiement des marchés subséquents seront définies comme suit, en fonction de la forme et de la durée.

En cas de marchés subséquents dont la durée d'exécution est supérieure à 3 mois :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte, sur présentation des demandes de paiement par le titulaire, selon la répartition suivante : acomptes mensuels.

À la suite de la notification de la réception des prestations, le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement correspondant au paiement du solde indiquant les prestations réellement exécutées.

En cas de marchés subséquents dont la durée d'exécution est inférieure ou égale à 3 mois :

Une demande de paiement pour solde doit être établie par le titulaire après admission de l'intégralité des prestations prévues au marché subséquent.

ARTICLE 4. – DUREE DE L'ACCORD CADRE ET DELAI DE REALISATION – PENALITE, PRIMES ET RETENUES

4.1 – Durée du marché

La durée de l'accord cadre est de 2 ans à compter de la date de notification de l'accord cadre.

Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'au dernier jour de l'Accord cadre. Leur exécution peut, en conséquence, être réalisée après la fin de la durée globale de l'accord cadre.

Les délais particuliers de l'accord cadre et des marchés subséquents sont également précisés dans l'acte d'engagement.

4.2 – Pénalités

4.2.1 – Retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS 2021, en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations, l'entité adjudicatrice se réserve le droit sans mise en demeure préalable d'établir les pénalités fixées ci-dessous.

Ces pénalités sont cumulables et sont dues sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS 2021, ces pénalités sont dues quel que soit leur montant et le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total dépasse 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 CCAG FCS 2021, le montant des pénalités n'est pas limité à 10% du montant du marché.

4.2.1.1 – Pénalités en cas de retard dans le traitement du dossier

Dans le cas où le Titulaire n'effectuerait pas la prestation demandée (envoi des CV demandés avec les compétences minimales requises, mise à disposition du personnel intérimaire retenu, changement

de personnel intérimaire, transmission des contrats de mise à disposition ...) dans les délais fixés avec Ports de Lille – CCI Hauts de France, tout retard dans chacun des cas sera sujet à une pénalité forfaitaire de 100 € par jour calendaire de retard.

4.2.1.2 – Pénalités en cas de retard du personnel intérimaire mis à disposition

Il sera appliqué des pénalités de retard de 50 € par heure de retard de présentation de la personne sur le site.

Les pénalités pourront être directement retenues sur les règlements dus au Titulaire.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre l'heure de présentation prévue et l'heure d'arrivée réelle.

Si la prestation ne peut être effectuée en raison d'un retard du fait de l'Entité Adjudicatrice, les indemnités ne seront pas dues.

4.2.1.3 – Pénalités pour retard hors les cas prévus

En dehors des hypothèses ci-dessus prévues, il sera appliqué, en cas de retard constaté, une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € HT sur constatation du représentant de l'Acheteur.

4.2.2 – Pénalités en cas de prestations non conforme

Dans le cas où l'intérimaire n'assurerait pas une prestation jugée de qualité acceptable et/ou dans le cas où il n'aurait pas les qualifications exprimées lors de la demande, Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve le droit de mettre fin à celle-ci, sans qu'il ne lui soit imputé aucun paiement, et d'appliquer une pénalité égale à 50 % du montant de la prestation qui aurait dû être payée.

4.2.3 – Pénalités en cas de travail dissimulé

Conformément aux dispositions de l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, il pourra lui être appliqué une pénalité de 300 euros HT par jour calendaire, dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224- 1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et sachant que le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché.

4.2.3 – Sous-traitance

Conformément à l'article 1.5.1 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'entité adjudicatrice le ou les contrats de sous-traitance dans un délai de 15 jours à compter de sa demande. En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

4.2.4 – Production des attestations d'assurance

Conformément à l'article 1.3.3 du présent document, le titulaire est tenu de communiquer ses attestations d'assurances à l'entité adjudicatrice dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100,00 € HT par jour calendaire de retard.

4.2.5 – Pénalités pour non-respect de la réglementation en vigueur

En cas de présentation d'un candidat n'étant pas autorisé à travailler sur le territoire français ou n'ayant pas les habilitations requises ou n'étant pas à jour de ses visites médicales, le Titulaire du marché subséquent subit une pénalité forfaitaire de 500€ sans préjudice des poursuites que l'Acheteur se réserve le droit d'engager contre le Titulaire.

Par ailleurs, le Titulaire subit pendant le temps de remplacement de l'agent empêché, des pénalités de retard prévues à l'article 4.2.1 du présent CCAP.

4.2.6 – Pénalités pour non-respect du RGPD

En cas de non-respect des exigences RGPD par le Titulaire, il est fait application d'une pénalité forfaitaire de 1 000€ par faute.

L'application de cette pénalité ne fait pas obstacle à la prise d'autres mesures coercitives, voire la résiliation même du marché.

ARTICLE 5 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

5.1 – Périodicité de la mise en concurrence

Il n'est pas prévu de périodicité spécifique pour la passation des marchés subséquents. Dès notification de l'accord-cadre et en fonction des besoins, les marchés subséquents pourront être passés.

L'Entité adjudicatrice se réserve le droit de procéder à la passation de marchés subséquents et de les notifier en même temps que l'accord cadre.

Pendant sa durée de validité, l'accord-cadre donnera obligatoirement lieu à des mises en concurrence fixant, à minima, la qualité et la quantité du personnel souhaité, les conditions de remise des offres ainsi que, le cas échéant, les délais de mise à disposition du personnel.

Seuls les attributaires signataires de l'accord-cadre de chaque lot seront autorisés à déposer une offre pour répondre aux marchés subséquents.

5.2 – Organisation de la mise en concurrence

A chaque survenance des besoins, l'acheteur organise une mise en concurrence et en informe tous les titulaires de chacun des lots concernés de l'accord-cadre par l'envoi d'une lettre de consultation

dont la trame est jointe au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises). L'envoi de la lettre de consultation se fera par mail.

L'acheteur fixe un délai raisonnable pour la présentation des offres en tenant compte des éléments tels que le temps nécessaire à la réalisation du dossier d'offres. En cas d'urgence, l'Acheteur se réserve le droit de fixer des délais courts pour la réponse aux marchés subséquents.

Les offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

Elles sont établies par écrit et ne sont pas ouvertes avant l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Le marché subséquent est attribué au Titulaire de l'accord-cadre qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères d'attribution énoncés dans la lettre de consultation.

Il est rappelé que la transmission de la lettre de consultation en réponse aux marchés subséquents est réalisée par mail.

Dans la lettre de consultation seront indiqués notamment l'objet du marché subséquent, le lot concerné, la nature des prestations (délégation, gestion), la quantité et la qualité du personnel demandé, les modalités de présentation et la date limite de réception des offres.

Les critères de sélection des offres des marchés subséquents seront également précisés dans la lettre de consultation.

5.3 – Obligation de réponse du Titulaire

Chaque titulaire de l'accord-cadre s'engage à répondre obligatoirement à toutes les consultations relatives aux marchés subséquents qui lui ont été adressées. Si pour une raison particulière, un titulaire n'est pas en mesure d'assurer la prestation demandée, il l'indique dans sa réponse et en précise les raisons.

A défaut, l'acheteur se réserve la possibilité d'évincer le titulaire défaillant de l'accord-cadre à ses torts exclusifs (sans versement d'indemnités d'aucune sorte).

Chaque titulaire de l'accord-cadre disposera du délai précisé dans la lettre de consultation pour soumissionner. Si l'offre du Titulaire n'est pas remise dans ce délai fixé par la lettre de consultation, son offre sera déclarée reçue hors délais, donc irrégulière, et rejetée.

5.4 – Modalités de réponse aux marchés subséquents

Les titulaires consultés transmettront leurs offres en réponse au mail de consultation.

Les offres qui ne parviendraient pas dans les délais impartis seront rejetées sans être examinées. Les offres doivent respecter les spécificités demandées dans l'accord cadre et précisés dans la lettre de consultation.

L'entité adjudicatrice se réserve le droit de négocier les marchés subséquents. Dans ce cas, les Titulaires seront informés des modalités de la négociation (écrite, orale, en présentiel, à distance...)

Le marché subséquent concerné sera attribué au Titulaire ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection fixés dans la lettre de consultation.

La notification des marchés subséquents se fera par mail.

En cas d'incapacité du Titulaire à exécuter un marché subséquent ou de l'exécuter dans les délais contractuels sur lesquels il s'est engagé, l'entité adjudicatrice se réserve le droit de recourir à l'opérateur économique classé en 2^{ème} position et ainsi de suite jusqu'à trouver le Titulaire capable de satisfaire à son besoin. Le premier Titulaire du marché subséquent est tenu de justifier son incapacité à répondre au besoin sous peine d'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Le marché subséquent, dans ce cas, sera exécuté aux frais et risques du ou des Titulaire (s) défaillant (s) si les justifications ne sont pas fournies ou celles fournies ne sont pas suffisantes. Ceci ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévues dans le présent CCAP ni à une demande d'indemnisation de tous les préjudices subis liés à la faute contractuelle du titulaire défaillant.

5.5 – Critères d'attribution des marchés subséquents

Le critère principal pour l'analyse des offres dans le cadre de la passation des marchés subséquents est le profil du candidat présenté (CV avec expériences et références, qualifications / habilitations, savoir-être...).

La lettre de consultation peut toutefois déterminer, outre le profil du candidat présenté, d'autres critères de sélection. En tout état de cause, chaque lettre de consultation précise les critères de sélection des offres dans le cadre des marchés subséquents.

Il est précisé que les coefficients multiplicateurs proposés dans l'accord cadre restent invariables. Si la lettre de consultation les identifie comme critères de sélection, ce sont bien les coefficients multiplicateurs fournis dans l'accord cadre qui seront utilisés pour l'analyse des offres.

5.6 – Dérogation au principe d'exclusivité

L'acheteur peut recourir à un opérateur économique tiers en cas d'incapacité des titulaires de l'accord-cadre à lui fournir les prestations dans les délais contractuels et ou dans les coefficients multiplicateurs fixés dans l'accord cadre.

Les Titulaires de l'accord cadre doivent, dans ce cas, justifier par écrit, les raisons qui ne leur permettent pas de réaliser les prestations contractuellement convenues.

5.7 – Opérations de vérification

Par dérogations aux articles 23.1 et 23.2 du CCAG-FCS 2021, une période d'essai d'une durée de 3 mois à compter de la première commande permettra de procéder aux opérations de vérification du service rendu par rapport aux compétences annoncées.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS 2021, l'admission sera prononcée par Ports de Lille – CCI Hauts de France à l'issue de la période d'essai.

Sans notification expresse de Ports de Lille – CCI Hauts de France, la décision d'admission est réputée acquise à l'expiration de ce délai.

ARTICLE 6. – AVANCE FORFAITAIRE

Les modalités de versement des avances seront précisées dans chaque marché subséquent.

ARTICLE 7. – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à mettre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans le CCTP.

7.1 – Suivi d'exécution des prestations

Ports de Lille – CCI Hauts-de-France désignera, en début d'accord cadre, un interlocuteur pour toutes les questions liées à l'exécution de l'accord cadre et des marchés subséquents.

Le Titulaire désignera en début d'accord cadre un interlocuteur unique dédié pour le suivi commercial de l'accord cadre ainsi qu'un interlocuteur unique au sein de(s) l'agence(s) pour le traitement administratif des dossiers et le suivi des prestations dans le cadre des marchés subséquents.

Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai à Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations.

Si pour une raison indépendante de sa volonté un des personnels désignés est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai Ports de Lille – CCI Hauts de France par courriel.

Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

Le titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références à Ports de Lille – CCI Hauts de France pour accord.

Ports de Lille – CCI Hauts de France se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

7.2 – Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs ou par ses sous-traitants éventuels.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de Ports de Lille – CCI Hauts de France. Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation de l'accord-cadre ou du marché subséquent et ce, par dérogation à l'article 41.2 du C.C.A.G. – FCS 2021, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au titulaire du fait des indiscretions commises.

Les modalités d'exécution de la mission sont fixées par ailleurs au CCTP.

7.3 – Protection des données à caractère personnel

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement RGPD susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du marché public.
- traiter les données conformément aux instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre.
- respecter la confidentialité ou se soumettre à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- recevoir la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- prendre toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de Ports de Lille – CCI Hauts de France.
- mettre à la disposition de Ports de Lille – CCI Hauts de France toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de Ports de Lille – CCI Hauts de France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement Ports de Lille – CCI Hauts de France.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer Ports de Lille – CCI Hauts de France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Ports de Lille – CCI Hauts de France garantit les points suivants dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre à marchés subséquents :

Toute personne dont les données sont traitées dans le cadre du présent marché a le droit d'en savoir plus sur ses droits, de retirer son consentement ou demander l'effacement de ses données à caractère personnel en le demandant à la DPO de la CCI Hauts de France à l'adresse suivante :

dpo@hautsdefrance.cci.fr

La CCI Hauts-de-France s'engage ainsi à cesser l'utilisation de ses données à caractère personnel ou le cas échéant à détruire les données concernées. La personne peut également, s'il estime après avoir contacté la DPO, que ses droits sur ses données ne sont pas respectés, adresser une réclamation à la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés).

ARTICLE 8. – RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-FCS 2021 (articles 38 à 45) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1 – Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'entité adjudicatrice décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 42 du CCAG-FCS 2021, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

8.2 – Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 43.3 du CCAG-FCS 2021, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'entité adjudicatrice est rémunérée avec un abattement de 5%.

Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévues aux c), j) et k) de l'article 41.1 du CCAG-FCS 2021.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant. Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

8.3 – Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS 2021, l'entité adjudicatrice peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire. Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS 2021, la mise aux frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9. – NON-EXCLUSIVITE DE L'ACCORD CADRE

Ports de Lille se réserve la possibilité de faire application de la présente clause de non-exclusivité de l'accord-cadre, dans les cas suivants :

- Lorsque le titulaire fait part, du fait de circonstances exceptionnelles, de son incapacité à répondre à une demande (par exemple pénurie de profils sur certaines périodes de l'année, absence de profil acceptant le poste...etc.).
- Lorsque le Titulaire ne respecte pas les délais contractuels.
- Après 2^{ème} rejet d'un personnel intérimaire pour manque de compétences pour l'exécution des prestations.

Dans ce cadre, le titulaire devra justifier avec précision les motifs ne lui permettant pas d'assurer son obligation contractuelle.

Ports de Lille se réserve le droit de rejeter tout motif et de faire application des dispositions prévues à l'article 4 du présent CCAP (Pénalités).

ARTICLE 10. – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de difficulté ou de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la cessation du présent contrat, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Lille.

Toutefois, les parties peuvent décider d'un commun accord de soumettre le différend à l'avis du Comité consultatif de règlement amiable des litiges.

ARTICLE 11. – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Article du CCAP	Dérogation	Article du CCAG-FCS 2021
2	Pièces constitutives de l'accord cadre	4.1
4.2.1	Pénalités pour retard d'exécution	14.1, 14.1.3, 14.1.2
4.2.2	Pénalités en cas d'indisponibilité	14.1.3
5.7	Opérations de vérification	23.1, 23.2 et 25
7.2	Secret professionnel et obligation de discrétion	41.2
8	Résiliation	Chapitre 7 (articles 38 à 45)
8.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire	43.3
8.3	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire	45.1

ALe.....

Le Titulaire

Signature + cachet précédé de « Lu et approuvé »